



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

# الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية . قوانين . أوامر و مراسيم  
قرارات مقررات . منشور . إعلانات و بلاغات

	ALGERIE		ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION : Secrétariat général du Gouvernement
	6 mois	1 an	1 an	
Edition originale .....	30 DA	50 DA	80 DA	Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9, et 13, Av. A. Benbarek - ALGER Tél : 66-18-15 à 17 - C.O.P. 3200-50 ALGER
Edition originale et sa traduction .....	70 DA	100 DA	150 DA (frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 1 dinar. Edition originale et sa traduction, le numéro : 2 dinars — Numéro des années intérieures : 1,50 dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation. Changement d'adresse : 1,50 dinar. Tarif des insertions : 15 dinars la ligne.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS  
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES  
(TRADUCTION FRANÇAISE)

## SOMMAIRE

Déclaration de la vacance définitive de la Présidence de la République, p. 838.

### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 78-218 du 28 décembre 1978 relatif à la fixation de la date d'incorporation du 1er contingent de la classe 1979 et à la définition des catégories de citoyens incorporables au titre de ce contingent, p. 838.

#### MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 78-219 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des affaires étrangères, p. 839.

Décret n° 78-220 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des affaires étrangères, p. 839.

Décret n° 78-221 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de l'intérieur, p. 839.

Décret n° 78-222 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des transports, p. 840.

Décret n° 78-223 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des transports, p. 841.

Décret n° 78-224 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des travaux publics, p. 841.

Décret n° 78-225 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des travaux publics, p. 842.

Décret n° 78-226 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des industries légères, p. 843.

## SOMMAIRE (Suite)

Décret n° 78-227 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des finances, p. 844.

Décret n° 78-228 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des moudjahidine, p. 845.

Décret n° 78-229 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de la santé publique, p. 845.

Décret n° 78-230 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de la santé publique, p. 846.

Décret n° 78-231 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de l'éducation, p. 846.

Décret n° 78-232 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de la justice, p. 848.

Décret n° 78-233 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de la justice, p. 848.

Décret n° 78-234 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des postes et télécommunications, p. 848.

Décret n° 78-235 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère du travail et de la formation professionnelle, p. 849.

Décret n° 78-236 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère du commerce, p. 850.

Décret n° 78-237 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de l'information et de la culture, p. 851.

Décret n° 78-238 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de la jeunesse et des sports, p. 852.

## DECLARATION DE LA VACANCE DEFINITIVE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Vu la Charte nationale ;

Vu la Constitution et notamment l'article 117 ;

Vu l'élection du Président Houari BOUMEDIENE, Président de la République algérienne démocratique et populaire en date du 10 décembre 1976 ;

Vu les élections législatives en date du 25 février 1977 ;

Vu l'élection de M. Rabah BITAT, président de l'Assemblée populaire nationale en date du 5 mars 1977 ;

L'Assemblée populaire nationale, sur convocation de son Président, s'est réunie, le mercredi 27 décembre 1978 à 12 heures, suite à l'annonce du décès du Président Houari BOUMEDIENE, Président de la République algérienne démocratique et populaire le mercredi 27 décembre 1978 à 3 heures 55 minutes pour constater ce qui suit :

Conformément à l'article 117 de la Constitution qui édicte : « En cas de décès ou de démission du Président de la

Republique, l'Assemblée populaire nationale se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la Présidence de la République ».

Vu le rapport de la commission médicale spéciale en date du 27 décembre 1978.

Vu le constat de décès en date du 27 décembre 1978.

— L'Assemblée populaire nationale constate la vacance définitive de la Présidence de la République,

— Déclare applicables, à compter de ce jour, mercredi 27 décembre 1978, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 117 de la Constitution qui édicte :

« Le Président de l'Assemblée populaire nationale assume la charge de Chef de l'Etat pour une durée maximale de quarante-cinq (45) jours, au cours de laquelle des élections présidentielles sont organisées. Le Président de l'Assemblée populaire nationale ne peut être candidat à la Présidence de la République ».

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 78-218 du 28 décembre 1978 relatif à la fixation de la date d'incorporation du 1er contingent de la classe 1979 et à la définition des catégories de citoyens incorporables au titre de ce contingent.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du haut commissaire au service national,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°, 117 et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République ;

Vu l'ordonnance n° 68-82 du 16 avril 1968 portant institution d'un service national ;

Vu l'ordonnance n° 74-103 du 15 novembre 1974 portant code du service national ;

Vu l'ordonnance n° 75-86 du 30 décembre 1975, modifiant et complétant l'article 85 de l'ordonnance n° 74-103 du 15 novembre 1974 portant code du service national ;

## Dérèté :

Article 1er. — Sont incorporables au titre du 1er contingent de la classe 1979 :

- les citoyens nés entre le 1er janvier et le 30 avril 1959,
- les citoyens des classes précédentes qui ont été omis ainsi que les citoyens précédemment sursitaires dont le sursis n'a pas été reconduit,
- les étudiants et élèves nés postérieurement au 1er juillet 1942 et qui ont achevé ou interrompu leurs études.

Art. 2. — L'incorporation au titre du 1er contingent de la classe 1979 est fixée au 15 janvier 1979 et s'échelonne sur trois (3) jours.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978.

Rabah BITAT.

# **MINISTERE DES FINANCES**

**Décret n° 78-219 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des affaires étrangères.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-192 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre des affaires étrangères ;

## **Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Il est annulé sur 1978, un crédit de cinquante mille dinars (50.000 DA) applicable au budget du ministère des affaires étrangères et au chapitre 31-01 : « Administration centrale — Rémunérations principales ».

**Art. 2.** — Il est ouvert sur 1978, un crédit de cinquante mille dinars (50.000 DA) applicable au budget du ministère des affaires étrangères et au chapitre 31-12 : « Services à l'étranger — Indemnités et allocations diverses ».

**Art. 3.** — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

**Décret n° 78-220 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des affaires étrangères.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-192 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre des affaires étrangères.

## **Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Il est annulé sur 1978, un crédit de trois cent mille dinars (300.000 DA.) applicable au budget du ministère des affaires étrangères et au chapitre 31-01 « administration centrale - rémunérations principales ».

**Art. 2.** — Il est ouvert sur 1978, un crédit de trois cent mille dinars (300.000 DA.) applicable au budget du ministère des affaires étrangères et au chapitre 31-02 « administration centrale - indemnités et allocations diverses ».

**Art. 3.** — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

**Décret n° 78-221 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de l'intérieur.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-194 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre de l'intérieur.

## **Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Il est annulé sur 1978, un crédit de huit millions cent trente six mille cinq cent dinars (8.136.500 DA) applicable au budget du ministère de l'intérieur et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

**Art. 2.** — Il est ouvert sur 1978, un crédit de huit millions cent trente six mille cinq cent dinars (8.136.500 DA) applicable au budget du ministère de l'intérieur et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

**Art. 3.** — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## **ETAT « A »**

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité</b>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	5.936.500
	<b>3ème partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</b>	
33-01	Administration centrale. — Prestations familiales .....	200.000
33-03	Administration centrale. — Sécurité sociale .....	500.000

## ETAT « A » (suite)

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	<b>4ème partie. — Matériel et fonctionnement des services</b>	
34-32	Sûreté nationale. — Matériel et mobilier .....	1.000.000
34-33	Sûreté nationale. — Fournitures .....	100.000
34-35	Sûreté nationale. — Habillement .....	200.000
	<b>7ème partie. — Dépenses diverses</b>	
37-12	Dépenses des élections .....	150.000
	<b>Total des crédits annulés .....</b>	<b>8.136.500</b>

## ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	
	<b>TITRE III — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité</b>	
31-11	Conseils exécutifs. — Rémunérations principales .....	820.000
31-12	Conseils exécutifs. — Indemnités et allocations diverses .....	1.357.000
31-13	Conseils exécutifs. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	541.000
31-33	Sûreté nationale. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	375.000
	<b>4ème partie. — Matériel et fonctionnement des services</b>	
34-11	Conseils exécutifs. — Remboursement de frais .....	380.000
34-16	Conseils exécutifs. — Alimentation .....	96.000
34-36	Sûreté nationale. — Alimentation .....	3.600.000
34-91	Conseils exécutifs. — Parc automobile .....	236.500
34-93	Conseils exécutifs. — Loyers .....	219.000
34-97	Frais judiciaires. — Frais d'expertise. — Indemnités dues par l'Etat ..	512.000
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>8.136.500</b>

Décret n° 78-222 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des transports.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-196 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du bud et de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre des transports ;

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé au sein du budget du ministère des transports un chapitre 37-02 intitulé : « Organisation de la conférence nationale sur la gestion socialiste des entreprises sous tutelle du ministère des transports.

Art. 2. — Il est annulé sur 1978, un crédit de cinq cent mille dinars (500.000 DA) applicable au budget du ministère des transports et au chapitre 37-02 : « Organisation de la conférence nationale sur la gestion socialiste des entreprises sous tutelle du ministère des transports ».

Art. 3. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de cinq cent mille dinars (500.000 DA) applicable au budget du ministère des transports et au chapitre 37-02 : « Organisation de la conférence nationale sur la gestion socialiste des entreprises sous tutelle du ministère des transports ».

Art 4. — Le ministre des finances et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	MINISTERE DES TRANSPORTS	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-03	Administration centrale. — Fournitures .....	50.000
	TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3ème partie. — <i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Bourses .....	450 000
	Total des crédits annulés .....	500.000

Décret n° 78-223 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des transports.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-196 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre des transports ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est annulé sur 1978, un crédit de sept cent mille dinars (700 000 DA) applicable au budget des charges communes et au chapitre 31-90 : « crédits provisionnels pour le réajustement des traitements des agents de l'Etat ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de sept cent mille dinars (700 000 DA.) applicable au budget du ministère des transports et au chapitre 36-02 « contribution de l'Etat au fonctionnement de l'office national de la météorologie »

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

Décret n° 78-224 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des travaux publics.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au budget des charges communes ;

Vu le décret n° 78-82 du 15 avril 1978 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement pour la loi de finances pour 1978 au ministre des travaux publics ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est annulé sur 1978 un crédit de dix millions cinq cent soixante quatorze mille dinars (10.574.000 DA) applicable au budget de l'Etat et conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978 un crédit de dix millions cinq cent soixante quatorze mille dinars (10.574.000 DA) applicable au budget du ministère des travaux publics et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	CHARGES COMMUNES	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-90	Crédit provisionnel pour le réajustement des traitements des agents de l'Etat .....	10.000.000

## ETAT « A » (suite)

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TITRE III. — MOYENS DES SERVICES 1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	64.000
31-41	Signalisation maritime. — Service d'études et de travaux d'infrastructure. — Parc central à matériel. Rémunérations principales ..	92.000
31-81	Personnel coopérant. — Rémunérations principales .....	340.000
31-82	Personnel coopérant. — Indemnités et allocations diverses .....	78.000
	Total des crédits annulés .....	10.574.000

## ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TITRE III. — MOYENS DES SERVICES 1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Rémunérations principales .....	7.000.000
31-12	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Indemnités et allocations diverses .....	1.073.000
31-13	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	175.000
31-15	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Ouvriers de l'Etat. — Rémunérations principales .....	227.000
31-16	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Ouvriers de l'Etat. — Indemnités et allocations diverses .....	434.000
	3ème partie. — <i>Personnel. — Charges sociales</i>	
33-11	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Prestations familiales .....	1.400.000
33-13	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Sécurité sociale .....	175.000
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement</i>	
34-11	Directions de l'infrastructure et de l'équipement de wilaya. — Remboursement de frais .....	90.000
	Total des crédits ouverts .....	10.574.000

Décret n° 78-225 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des travaux publics.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 78-82 du 15 avril 1978 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre des travaux publics ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes.

## Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1978 un crédit de neuf cent cinquante mille dinars (950.000 DA.) applicable au budget des charges communes et au chapitre 36-02 : « subvention de fonctionnement aux établissements d'éducation et de formation en voie de création ou de prise en charge ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978 un crédit de neuf cent cinquante mille dinars (950.000 DA.) applicable au budget du ministère des travaux publics et aux chapitres énumérés à l'Etat « A » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-23	Centres de formation professionnelle. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	100.000
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-22	Centres de formation professionnelle. — Matériel et mobilier .....	80.000
34-23	Centres de formation professionnelle. — Fournitures .....	50.000
34-24	Centres de formation professionnelle. — Charges annexes .....	45.000
34-26	Centres de formation professionnelle. — Alimentation des élèves et des stagiaires .....	350.000
	<b>TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	3ème partie. — <i>Action éducative et culturelle</i>	
43-21	Centres de formation professionnelle. — Présalaires des élèves et des stagiaires .....	325.000
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>950.000</b>

Décret n° 78-226 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des industries légères.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-198 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre des industries légères ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes ;

## Décrète :

Article 1°. — Il est annulé sur 1978, un crédit de deux millions neuf cent quarante neuf mille dinars (2.949.000 DA) applicable au budget des charges communes et au chapitre 37-91 : « Dépenses éventuelles ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de deux millions neuf cent quarante neuf mille dinars (2.949.000 DA) applicable au budget du ministère des industries légères et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des industries légères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DES INDUSTRIES LEGERES</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	900 000
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	534.000
34-03	Administration centrale. — Fournitures .....	400.000
34-04	Administration centrale. — Charges annexes .....	200.000
34-90	Administration centrale. — Parc automobile .....	685.000
	5ème partie. — <i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Administration centrale. — Entretien des immeubles .....	230 000
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>2.949.000</b>

**Décret n° 78-227 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère des finances.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-199 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances n° 77-02 du 31 décembre 1977 au ministère des finances ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des

crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances n° 77-02 du 31 décembre 1977, au budget des charges communes ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1978, un crédit de trois millions cent quatre vingt deux mille dinars (3.182.000 DA) applicable au budget de l'Etat et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de trois millions cent quatre vingt deux mille dinars (3.182.000 DA) applicable au budget du ministère des finances et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

**ETAT « A »**

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
<b>MINISTERE DES FINANCES</b>		
<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>		
<i>1ère partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	500.000
31-21	Services communs. — Rémunérations principales .....	900.000
31-23	Services communs. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	400.000
<i>3ème partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>		
33-01	Administration centrale. — Prestations familiales .....	500.000
<i>4ème partie. — Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-24	Services communs. — Charges annexes .....	500.000
Total des crédits annulés au budget du ministère des finances ..		2.800.000
<b>BUDGET DES CHARGES COMMUNES</b>		
<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>		
<i>7ème partie. — Dépenses diverses</i>		
37-91	Dépenses éventuelles .....	382 000
Total des crédits annulés au budget des charges communes ....		382.000
Total général des crédits annulés .....		3.182.000

**ETAT « B »**

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
<b>MINISTERE DES FINANCES</b>		
<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>		
<i>1ère partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-11	Directions financières de wilayas. — Rémunérations principales .....	1 200 000
31-12	Directions financières de wilayas. — Indemnités et allocations diverses ..	950.000
31-13	Directions financières de wilayas. — Personnel vacataire et journalier. — salaires et accessoires de salaires .....	132.000
31-22	Services communs. — Indemnités et allocations diverses .....	400.000
<i>3ème partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>		
33-11	Directions financières de wilayas. — Prestations familiales .....	500.000
Total des crédits ouverts .....		3.182.000



Décret n° 78-228 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des moudjahidine.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-200 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre des moudjahidine.

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1978, un crédit de deux cent mille dinars (200.000 DA) applicable au budget du ministère des moudjahidine et au chapitre 46-05 : « frais de rapatriement des corps de chouchada ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de deux cent mille dinars (200.000 DA.) applicable au budget du ministère des moudjahidine et aux chapitres énumérés à l'Etat « A » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des moudjahidine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	MINISTERE DES MOUDJAHIDINES	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-04	Administration centrale. — Charges annexes .....	100.000
34-06	Administration centrale. — Alimentation .....	100.000
	Total des crédits ouverts .....	200.000

Décret n° 78-229 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de la santé publique.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances ;

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-202 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1978, au ministre de la santé publique ;

Vu le décret n° 78-27 du 11 février 1978 portant création d'un nouveau chapitre au budget du ministère de la santé publique et modification de la répartition des crédits au sein du budget de l'Etat ;

Vu le décret n° 78-140 du 10 juin 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat, au titre du ministère de la santé publique,

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1978, un crédit de onze millions six cent mille dinars (11.600.000 DA.) applicable au budget du ministère de la santé publique et aux chapitres énumérés à l'Etat « A », annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de onze millions six cent mille dinars (11.600.000 DA) applicable au budget du ministère de la santé publique et aux chapitres énumérés à l'Etat « B » annexe au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	700.000
	3ème partie. — <i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>	
33-01	Administration centrale. — Prestations familiales .....	200.000
33-03	Administration centrale. — Sécurité sociale .....	200.000

## ETAT « A » (suite)

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-22	Service de l'hygiène et de la prévention. — Matériel et mobilier ....	500.000
34-23	Service de l'hygiène et de la prévention. — Fournitures .....	7.000.000
34-28	Lutte contre le choléra. — Achats de vaccins et médicaments .....	3.000.000
	Total général des crédits annulés .....	11.600.000

## ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-03	Administration centrale. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	200.000
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	1.400.000
34-04	Administration centrale. — Charges annexes .....	100.000
34-81	Assistance technique internationale. — Remboursement de frais .....	1.900.000
	TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6ème partie. — <i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>	
46-02	Frais d'hospitalisation des malades dans les établissements spécialisés étrangers .....	8 000.000
	Total général des crédits ouverts .....	11.600.000

Décret n° 78-230 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de la santé publique.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République,

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-202 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre de la santé publique ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au budget des charges communes ;

Vu le décret n° 78-140 du 10 juin 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat, au titre du ministère de la santé publique ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1978, un crédit de seize millions cinq cent mille dinars (16.500.000 DA.) applicable au

budget des charges communes et au chapitre 31-90 : crédit provisionnel pour le réajustement des traitements des agents de l'Etat ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de seize millions cinq cent mille dinars (16.500.000 DA.) applicable au budget du ministère de la santé publique et au chapitre 46-01 : « participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des secteurs sanitaires ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

Décret n° 78-231 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de l'éducation.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République,

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-203 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre de l'éducation ;

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au budget des charges communes ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est annulé sur 1978, un crédit de soixante dix neuf millions cent mille dinars (79.100.000 DA.) applicable

au budget de l'Etat et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2 — Il est ouvert sur 1978, un crédit de soixante dix neuf millions cent mille dinars (79.100.000 DA.) applicable au budget du ministère de l'éducation et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3 — Le ministre des finances et le ministre de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

**ETAT « A »**

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	<b>BUDGET DES CHARGES COMMUNES</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-90	Crédits provisionnels pour le réajustement des traitement des agents de l'Etat .....	50.600.000
	Total des crédits annulés au sein du budget des charges communes ..	50.600.000
	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	1.000.000
31-11	Administration académique. — Rémunérations principales .....	3.000.000
31-90	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	500.000
	Total de la 1ère partie .....	4.500.000
	3ème partie. — <i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>	
33-01	Prestations familiales .....	10.000.000
	Total de la 3ème partie .....	10.000.000
	Total du titre III .....	14.500.000
	<b>TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	3ème partie. — <i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Bourses diverses de l'enseignement public .....	14.000.000
	Total de la 3ème partie .....	14.000.000
	Total du titre IV .....	14.000.000
	Total des crédits annulés au sein du budget du ministère de l'éducation..	28.500.000
	Total général des crédits annulés .....	79.100.000

**ETAT « B »**

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-43	Etablissements d'enseignement primaire. — Rémunérations principales..	73.600.000
31-44	Etablissements d'enseignement primaire. — Indemnités et allocations diverses .....	5.500.000
	Total des crédits annulés au sein du budget du ministère de l'Education ..	79.100.000
	Total général des crédits ouverts .....	79.100.000

**Décret n° 78-232 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de la Justice.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret 77-204 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre de la Justice

Vu le décret du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1978, un crédit de un million neuf cent cinquante mille dinars (1.950.000 DA) applicable au budget de l'Etat et au chapitre 31-90 « Crédit provisionnel pour le réajustement des traitements des agents de l'Etat ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de un million neuf cent cinquante mille dinars (1.950.000 DA) applicable au budget du ministère de la justice et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

# **ETAT « A »**

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère partie. — Personnel. — Remunérations d'activité</b>	
31-13	Services judiciaires. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	220.000
31-33	Notariat. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	140.000
31-43	Personnel ex-auxiliaire de greffe. — Salaires et accessoires de salaires.	1.590.000
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>1.950.000</b>

**Décret n° 78-233 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de la justice.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-204 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre de la justice.

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1978 un crédit de deux cent vingt cinq mille dinars (225.000 DA), applicable au budget du ministère de la justice et au chapitre 33-03 « administration centrale - sécurité sociale ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978 un crédit de deux cent vingt cinq mille dinars (225.000 DA.) applicable au budget du ministère de la justice et au chapitre 31-21 « services pénitentiaires rémunérations principales ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

**Décret n° 78-234 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère des postes et télécommunications.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-206 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par l'ordonnance n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978, au ministre des postes et télécommunications.

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1978, un crédit de quarante trois millions cinq cent mille dinars (43 500 000 DA.) applicable au budget annexe du ministère des postes et télécommunications et aux chapitres énumérés à l'Etat « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de quarante trois millions cinq cent mille dinars (43.500 000 DA.) applicable au

budget annexe du ministère des postes et télécommunications et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

### ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	<b>MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
60	Achats .....	7.500.000
63	Entretien, travaux et fournitures .....	3.000.000
636	Etudes, recherches et documentation technique .....	1.000.000
64	Transports et déplacements .....	500.000
	<i>Dépenses diverses</i>	
66	Frais divers de gestion .....	3.500.000
	<i>Dettes amortissables</i>	
670	Frais financiers .....	28.000.000
	<b>Total des crédits annulés .....</b>	<b>43.500.000</b>

### ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>	
	<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
6 120	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	500.000
6 121	Services extérieurs. — Rémunérations principales .....	37.600.000
6 122	Salaires du personnel suppléant de renfort et de remplacement .....	2.350.000
6 128	Primes et indemnités .....	950.000
	<i>Charges sociales</i>	
617	Charges de prestations sociales et des pensions civiles .....	2.100.000
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>43.500.000</b>

Décret n° 78-235 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère du travail et de la formation professionnelle.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-207 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre du travail et de la formation professionnelle ;

### Décète :

Article 1° — Il est annulé sur 1978, un crédit de cent mille dinars (100.000 DA) applicable au budget du ministère du travail et de la formation professionnelle et au chapitre 31-01 : « Administration centrale — Rémunérations principales.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de cent mille dinars (100.000 DA) applicable au budget du ministère du travail et de la formation professionnelle et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du travail et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	50.000
31-03	Administration centrale. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	50.000
	Total des crédits ouverts .....	100.000

Décret n° 78-236 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère du commerce.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-209 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre du commerce.

## Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1978, un crédit de huit cent quatre vingt six mille quatre cents dinars (886.400 DA) applicable au budget du ministère du commerce et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de huit cent quatre vingt six mille quatre cents dinars (886.400 DA) applicable au budget du ministère du commerce et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	MINISTERE DU COMMERCE	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	4ème partie. — <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-21	Services à l'étranger. — Remboursement de frais .....	186.000
34-23	Services à l'étranger. — Fournitures .....	32.000
34-24	Services à l'étranger. — Charges annexes .....	551.200
34-91	Directions de wilayas du commerce, des prix et des transports. — Services à l'étranger. — Parc Automobile .....	117.200
	Total des crédits annulés .....	886.400

## ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	MINISTERE DU COMMERCE	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	100.000
	3ème partie. — <i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>	
33-11	Directions de wilayas du commerce, des prix et des transports. — Prestations familiales .....	150.000

## ETAT « A » (suite)

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>4ème partie. — Matériel et fonctionnement des services</b>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	200.000
34-02	Administration centrale. — Matériel et mobilier .....	30.000
34-04	Administration centrale. — Charges annexes .....	116.400
34-14	Directions de wilayas du commerce, des prix et des transports. — Charges annexes .....	100.000
34-93	Directions de wilayas du commerce, des prix et des transports. — Loyers	140.000
	<b>5ème partie. — Travaux d'entretien</b>	
35-11	Directions de wilayas du commerce, des prix et des transports. — Entretien des immeubles .....	50.000
	<b>Total des crédits ouverts .....</b>	<b>886.400</b>

**Décret n° 78-237 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de l'information et de la culture.**

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-210 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978, au ministre de l'information et de la culture.

**Décète :**

Article 1er. — Il est annulé sur 1978, un crédit de neuf cent soixante quinze mille dinars (975.000 DA) applicable au budget du ministère de l'information et de la culture et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de neuf cent soixante quinze mille dinars (975.000 DA.) applicable au budget du ministère de l'information et de la culture et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'information et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

## ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	<b>MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité</b>	
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	75.000
	<b>6ème partie. — Subventions</b>	
36-21	Subventions de fonctionnement aux maisons de culture .....	900.000
	<b>Total général des crédits annulés .....</b>	<b>975.000</b>

## ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	<b>MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE</b>	
	<b>TITRE III. — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité</b>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	325.000
	<b>4ème partie. — Matériel et fonctionnement des services</b>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	310.000
34-04	Administration centrale. — Charges annexes .....	340.000
	<b>Total général des crédits ouverts .....</b>	<b>975.000</b>

Décret n° 78-238 du 28 décembre 1978 portant virement de crédit au sein du budget du ministère de la jeunesse et des sports.

Le Chef de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la constitution et notamment ses articles 117, 111-10° et 152 ;

Vu la déclaration en date du 27 décembre 1978 constatant la vacance définitive de la Présidence de la République.

Vu la loi n° 77-02 du 31 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 ;

Vu le décret n° 77-212 du 31 décembre 1977 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1978 au ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 78-150 du 17 juin 1978 portant virement de crédit au sein du budget de l'Etat au titre du ministère de la jeunesse et des sports ;

### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur 1978, un crédit de deux millions trois cent mille dinars (2.300.000 DA) applicable au budget du ministère de la jeunesse et des sports et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1978, un crédit de deux millions trois cent mille dinars (2.300.000 DA) applicable au budget du ministère de la jeunesse et des sports et aux chapitres énumérés à l'état « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 décembre 1978

Rabah BITAT

### ETAT « A »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits annulés (en DA.)
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	2.200 000
	3ème partie. — <i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>	
33-01	Administration centrale. — Prestations familiales .....	100.000
	Total des crédits annulés .....	2.300.000

### ETAT « B »

N° des chapitres	LIBELLES	Crédits ouverts (en DA.)
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	1ère partie. — <i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Inspections des wilayas. — Rémunérations principales .....	133 000
31-12	Inspections des wilayas. — Indemnités et allocations diverses .....	140.000
31-13	Inspections des wilayas. — Personnel vacataire et journalier. — Salaires et accessoires de salaires .....	25.000
31-21	Education physique et sportive. — Rémunérations principales .....	1.031.000
31-22	Education physique et sportive. — Indemnités et allocations diverses ..	59.000
31-42	Jeunesse et éducation populaire — Indemnités et allocations diverses	191.000
31-43	Jeunesse et éducation populaire — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires .....	21.000
	3ème partie. — <i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>	
33-11	Services extérieurs. — Prestations familiales .....	678.000
33-13	Services extérieurs. — Sécurité sociale .....	22.000
	Total des crédits ouverts .....	2.300.000